

# Sortir du nucléaire!



N° 81 / FEVRIER 2010 / JOURNAL D'INFORMATION

J.A.B.  
1000 Lausanne 1  
Postcode  
Changements d'adresse à:  
Sortir du nucléaire  
C.P. 1378 - 1001 Lausanne

## EDITORIAL

### Le nucléaire incompatible avec la démocratie?

Aujourd'hui le doute n'est plus permis, le nucléaire n'est pas compatible avec la démocratie! La loi sur l'énergie nucléaire avait déjà été modifiée afin de supprimer toute possibilité pour les collectivités locales de s'opposer de façon déterminante au stockage des déchets nucléaires dans leur sous-sol. Avec la décision de M. Leuenberger d'autoriser la prolongation illimitée de la vie de la centrale nucléaire de Mühleberg, un nouveau pas a été franchi. Ce n'est plus seulement en aval du processus atomique que les droits populaires sont bafoués mais également en amont!

Malgré le vote, à deux contre un, des Vaudois contre la prolongation de la vie de la centrale et malgré le refus de plusieurs gouvernements cantonaux et étrangers, le DETEC suit les desiderata du lobby nucléaire. Les intérêts matériels primerait-ils sur toute autre considération? Cela est d'autant plus choquant que les fissures de Mühleberg continuent à s'allonger et, qu'après des décennies de recherches, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée pour les déchets radioactifs.

On attend la réponse du Tribunal administratif fédéral au recours déposé par les riverains. Espérons, afin que les générations futures n'aient pas à faire les frais des erreurs d'aujourd'hui, qu'il rende justice de façon neutre et objective.

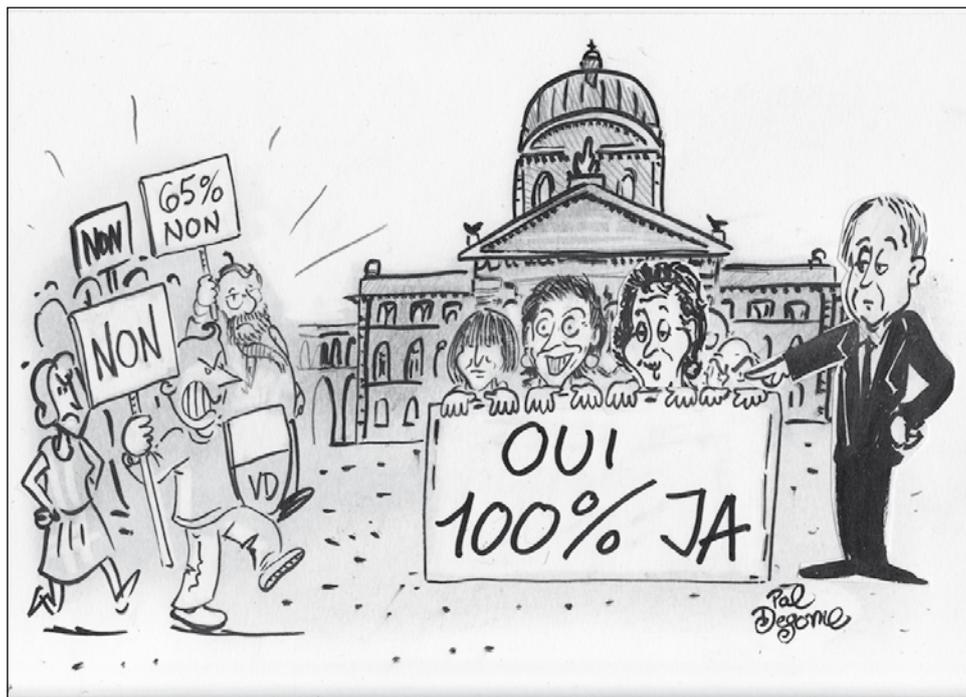
Yves Ferrari, député au Grand Conseil vaudois

## Mühleberg : objection Votre Honneur !

**Moritz Leuenberger avait pourtant de très bonnes raisons de refuser de délivrer une prolongation à durée indéterminée pour la centrale nucléaire de Mühleberg.**

Les Vaudois venaient de s'y opposer à 64%, tout comme d'autres cantons consultés ainsi que l'Autriche. Par ailleurs,

dérèglement prévisible, rien ne garantit qu'il sera encore temps d'arrêter la centrale. Les autorités fédérales ont justifié leur décision en se basant sur le préavis positif de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN), sans sourciller sur le fait que les cadres de l'IFSN sont issus de l'industrie nucléaire et qu'ils passent facilement de l'industrie à l'IFSN et vice versa. Adieu indépendance et recul critique, pourtant indispensables à l'exercice d'une telle



une étude du bureau d'ingénieurs Oeko Institut publiée en juillet 2008 et envoyée aux autorités fédérales pointait une série de failles dans le système de sécurité. Un système datant de la fin des années 60, lors de la conception de la centrale. Aujourd'hui Mühleberg ne recevrait pas l'autorisation de construction ; et pourtant, le feu vert a été délivré. Selon le communiqué de presse du département fédéral en charge de l'énergie «si les conditions d'une exploitation sûre de la centrale venaient à ne plus être remplies, elle pourrait être arrêtée à tout moment». Or, les conditions d'une «exploitation sûre» ne sont précisément pas remplies. Lorsque les autorités s'en rendront compte, suite à un

responsabilité ! En Allemagne, les rapports de l'Oeko Institut sont pris en compte autant que ceux provenant de sources notoirement pro-nucléaires. Pas étonnant dès lors que ce pays reste attaché à la sortie du nucléaire, malgré le changement de majorité politique.

«Sortir du nucléaire» soutient le recours contre la décision de prolongation. Ce sera alors au Tribunal administratif fédéral de déterminer si l'esprit de la nouvelle loi sur l'énergie nucléaire a été respecté par l'autorité fédérale. Une occasion presque ultime d'empêcher la prolongation de Mühleberg qui met en danger notre avenir à tous.

PdR

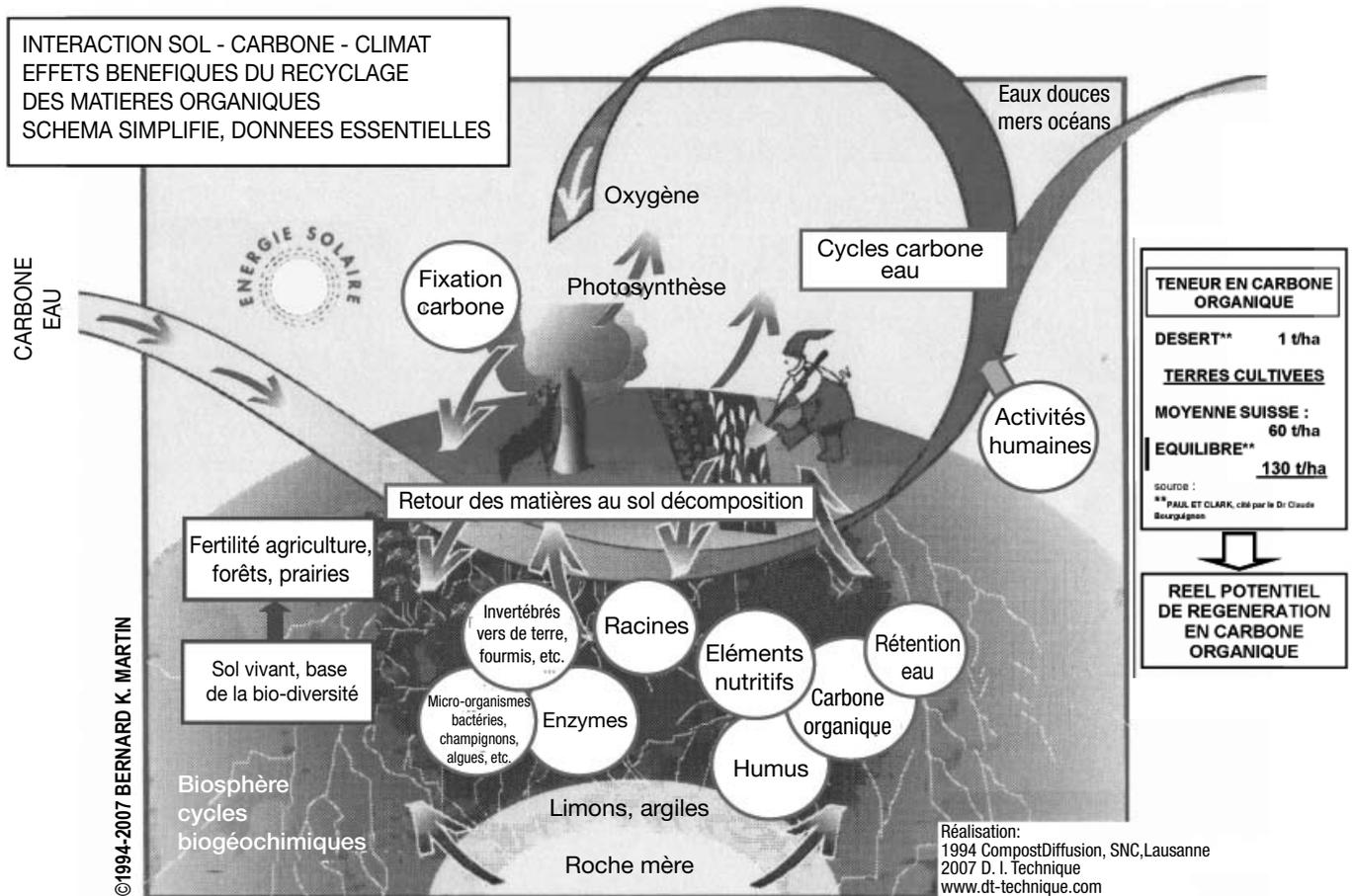
**Appel à réabonnement & cotisation 2010.  
Sortir du nucléaire a besoin de votre soutien !**

# Sol vivant et humus : puits de carbone et potentiel d'économies d'énergie

Une terre fertile et durable se caractérise par la présence de plusieurs constituants de base : humus, argiles, limons, organismes vivants (microorganismes, vers de terre et autres invertébrés).

L'humus résulte de la décomposition des matières végétales et animales sous l'effet de leur consommation par les microorganismes et les invertébrés. Le schéma ci-contre résume ce processus. Humus et organismes vivants du sol contiennent une grande proportion de carbone organique provenant de

souvent la cause de cette disparition. L'expérience montre que l'on peut remettre le système en action : par exemple régénérer les sols ici ou là en zones arides et ainsi accroître les récoltes. Les déserts comptent environ 1 tonne de carbone organique à l'hectare, alors qu'une terre normalement pourvue en contient plus de 100 tonnes ! Sachant que, sur la Planète, la réserve en carbone des sols est approximativement le double de celle de l'atmosphère et que nous sommes en mesure de l'augmenter sous nos pieds en soignant l'humus, pourquoi hésiter ? Nos terres labourées n'en totalisent plus que de l'ordre de 60 tonnes à l'hectare en Suisse. Notre agriculture se trouve face à des choix cruciaux du fait aussi de la quantité d'énergie consommée par



l'atmosphère - ici carbone minéral, mais ensuite transformé, grâce à la photosynthèse, en carbone « végétal ». Puis, les plantes consommées voient leur carbone devenir « animal » et déjections. Les fumiers enrichiront la terre en éléments nutritifs en bouclant les cycles biogéochimiques, dont celui du carbone. Les sols désertifiés signalent la quasi disparition du complexe argile-humus-vie du sol. L'espèce humaine a été (et est encore)

la fabrication d'engrais et de pesticides, et de la mécanisation - alors qu'une agriculture fondée sur l'humus demande moins de ce type d'intrants. C'est pourquoi, l'Etat de Vaud, après étude d'un postulat, compte intégrer la régénération des sols et la reconstitution de l'humus dans la nouvelle loi sur l'agriculture. Pour en savoir plus, lire « Le Sol vivant, bases de pédologie, biologie des sols » par GOBAT J.-M., ARAGNO M., MATTHEY W., Presses polytechniques et universitaires romandes 1998.

BKM

## Espagne

On savait que l'Espagne faisait très fort en matière d'électricité éolienne, mais les 54% de la consommation couverts le 31 décembre dernier sont une excellente nouvelle. Pour recueillir l'énergie des vents qui soufflaient ce matin-là, il fallait que le pays soit équipé en conséquence: or la capacité de production

est environ de 18'000 Megawatts (MW) répartis sur 750 parcs d'éoliennes - 40'000 MW sont prévus pour 2040. Pour illustrer ces chiffres, Mühleberg a une capacité de 373 MW, et Leibstadt 1165 MW. En 2009, l'électricité éolienne a représenté 14% de la production totale espagnole.

EP

# Copenhague: ni nucléaire, ni effet de serre!

**Pouvait-on sérieusement espérer que les délégués de 190 pays, aux situations et objectifs forts différents, puissent conclure un accord contraignant à Copenhague?**

Sûrement pas, vu la situation des deux principaux émetteurs de gaz à effet de serre, les Etats-Unis, dont le président souhaite avant tout faire aboutir un plan de réforme du système sanitaire et ne peut dès lors se mettre à dos les puissants lobbies énergétiques et la Chine, dont les besoins en énergie pour son développement accéléré sont gigantesques, au point de construire chaque semaine l'équivalent de 2 nouvelles centrales au charbon de 500 MWél.

Pas étonnant donc que, malgré la mobilisation de la société civile, des ONG et des petits Etats insulaires du Sud, directement menacés par les dérèglements climatiques, les résultats de COP15 aient été décevants. Il n'y a pas eu d'engagements contraignants permettant de limiter à 25% le risque que le réchauffement dépasse les 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Un tel accord ne pourra être adopté au plus tôt qu'à la fin de cette année, lors de la 16ème Conférence sur le climat, au Mexique.

Il faut toutefois relever les aspects positifs de Copenhague:

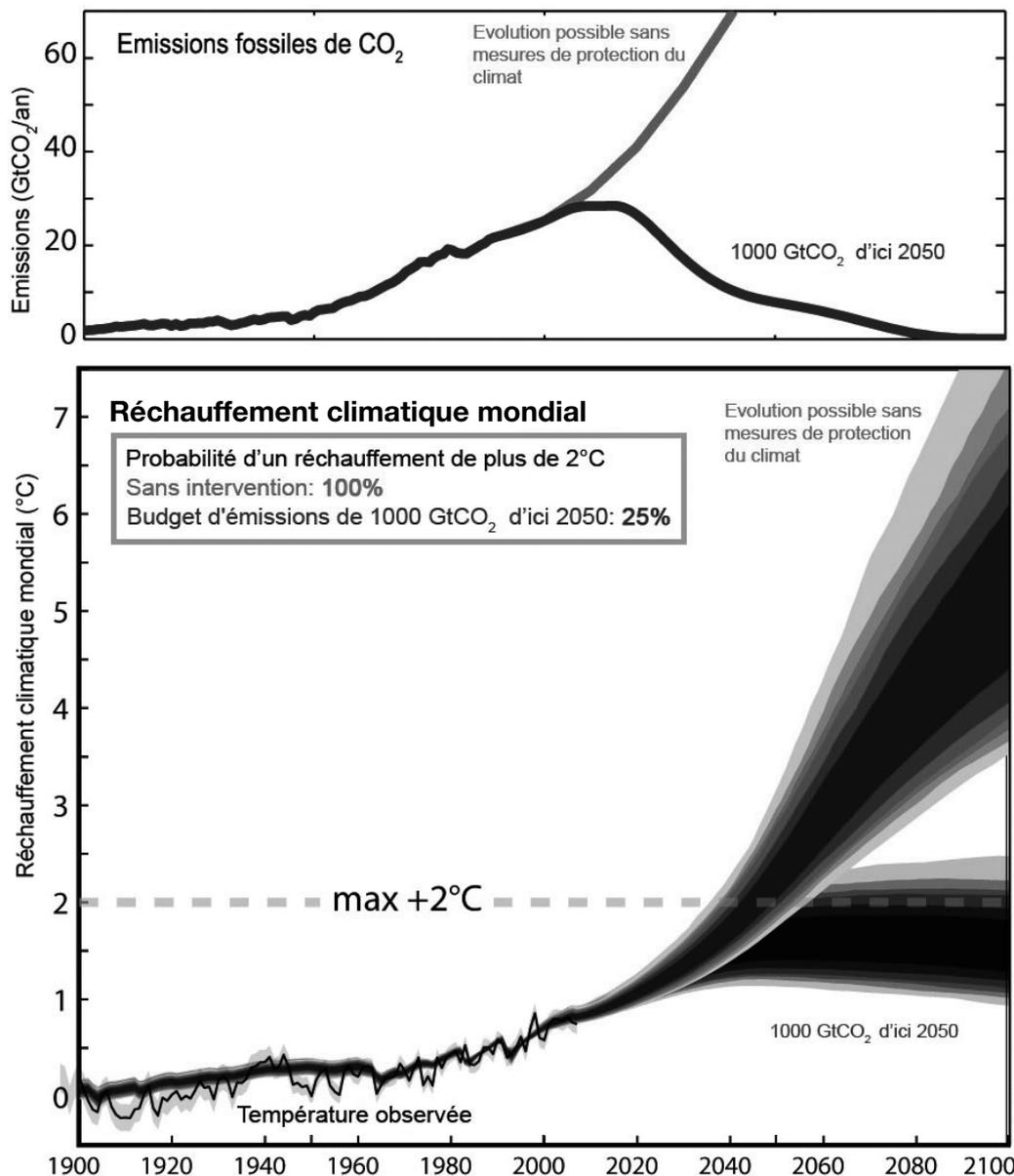
- les Etats ont reconnu les changements climatiques comme le plus grand défi auquel est confrontée l'humanité et se sont fixés comme objectif de limiter l'augmentation de la température moyenne à 2°C,
- les pays industrialisés, y compris les Etats-Unis qui n'avaient pas ratifié le protocole de Kyoto, se sont engagés à annoncer en ce début 2010 les dispositions «mesurables, notifiables et vérifiables» qu'ils prendront entre 2012 et 2020 pour réduire les gaz à effet de serre,

- les pays en développement devront annoncer les actions qu'ils comptent mettre en œuvre pour atténuer les leurs,
- il a été décidé de créer un fonds vert pour le climat vu que la déforestation et la dégradation des forêts

constituent des sources importantes de gaz à effet de serre,

- les pays riches s'engagent à mettre à disposition des pays émergents jusqu'en 2012, 30 milliards de \$ au titre d'aide à la protection du climat ; d'ici à 2020, cette somme devrait atteindre 100 milliards de \$ par an.

Et, pour l'instant, malgré les manœuvres de la France, le nucléaire n'a pas été reconnu comme mesure susceptible de contribuer à la lutte contre l'effet de serre: c'est logique, vu tout le CO2 qui est dégagé effectivement, de la mine au dépôt, pour obtenir un kWh d'origine nucléaire.



**Emissions de CO<sub>2</sub> à l'échelle mondiale et réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle, calculé selon deux scénarios: le premier ne prévoit pas de restriction; dans le second, les émissions estimées pour la période 2000-2050 sont limitées à 1000 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>. L'intervention permet de réduire à 25% la probabilité d'un réchauffement supérieur à 2°.**

## Renaissance nucléaire ou intox ?

**Les effets d'annonce s'accumulent pour annoncer une renaissance du nucléaire. Observons concrètement ce qu'il en est et mettons pour une fois en évidence ce qu'il faut bien appeler le grand bluff du nucléaire.**

Depuis fin 2008, les pays suivants ont renoncé à des projets de nouvelles centrales précédemment annoncées à grand renfort médiatique : Afrique du Sud, Japon, USA, Canada, Russie et Bulgarie. Parallèlement, le gouvernement Berlusconi rencontre une forte opposition régionale contre des projets de centrales, Gordon Brown a annoncé que le programme de nouvelles centrales devra se passer de fonds publics, ce qui condamne objectivement tout projet et l'Allemagne d'Angela Merkel ne remet pas en question la sortie du nucléaire. Restent en guise d'exception la Chine et Abu Dhabi qui mobilisent leurs réserves financières disponibles pour construire de nouvelles centrales. Des exceptions qui ne suffisent pas à compenser la diminution nette du nucléaire dans l'approvisionnement électrique mondial, passant de 17% en 1987 à 14% en 2008 (chiffres AIE). La prolongation de la durée d'exploitation de Muhleberg est à comprendre dans ce contexte. Construire une centrale aujourd'hui est hors de prix (voir les fiascos de l'EPR en Finlande et en France), mais prolonger les centrales arrivées en fin de vie est financièrement intéressant... pour les exploitants, au détriment de la sécurité publique et du développement des énergies renouvelables.

PdR

## Le flop de l'EPR

L'autorité britannique d'inspection des centrales a détecté des failles dans la sécurité de l'EPR, fleuron de la «relève du nucléaire». Un constat confirmé par l'autorité de sûreté finlandaise. Commencé fin 2005, le chantier de l'EPR en Finlande accuse 3,5 ans de retard et 3 milliards d'euros de dépassement de budget. Le chantier EPR à Flamanville (F) commencé fin 2007 compte déjà un an de retard et 1 milliard d'euros de surcoût. Abu Dhabi vient de renoncer à construire un EPR.

PdR

## Impressum

**Editeur : Association Sortir du nucléaire**  
**Rédacteur en chef : Marc Oran (MO)**  
**Graphiste : José Cardoso (JC)**  
**Dessinateur : Pal Degome (Pal)**  
**Imprimerie : Unipress SA, Chavannes s/Renens (JC)**  
**Fichier : Thierry Logoz (TL)**  
**Expédition : CROEPI – Marc Saturnin (MS)**

### Ont collaboré à ce numéro :

Yves Ferrari, député au Grand Conseil vaudois, invité  
Philippe de Rougemont (PdR),  
Christian van Singer (CvS)  
Eric Peytremann (EP)  
Bernard Martin (BKM)

Tirage : 6'000 ex.

CCP 10-19179-8

[www.sortirdunucleaire.ch](http://www.sortirdunucleaire.ch)



## A vos agendas !

**Primevere-Salon écologie & alternatives, Lyon**  
26-28 février 2010  
[www.primevere.salon.free.fr](http://www.primevere.salon.free.fr)

**Habitat et Jardin, Lausanne**  
6-14 mars 2010  
[www.habitatetjardin.ch](http://www.habitatetjardin.ch)

**5ème édition du Festival du film vert  
dans 14 villes de Suisse romande**  
5-16 mars 2010  
[www.festivaldufilmvert.ch](http://www.festivaldufilmvert.ch)

**Salon Ecobat, Paris début vendredi,**  
12-14 mars 2010  
[www.salon-ecobat.com](http://www.salon-ecobat.com)

**Energissima, Fribourg avec un stand de notre association**  
15-18 avril 2010  
[www.energissima.ch](http://www.energissima.ch)

**Journées du soleil, dans toute la Suisse,**  
7-14 mai 2010  
[www.tagedersonne.ch/fr](http://www.tagedersonne.ch/fr)

**Marche antinucléaire, Centrale nucléaire de Gösgen,**  
24 mai 2010

## Appel à bénévoles

Après une courte formation, un café & croissant,  
vous serez d'aplomb pour aider à tenir le stand  
de l'association Sortir du nucléaire soit au  
**Festival du film vert dans une ville romande  
du 6 au 14 mars 2010**

soit au  
**Salon Energissima 2010, au Forum de Fribourg,  
du 15 au 18 avril 2010**

Merci de vous inscrire au 076 517 00 20  
[info@sortirdunucleaire.ch](mailto:info@sortirdunucleaire.ch)